QCM

1. **Quel est l'objectif principal des normes d'audit ?**
   - a) Simplifier le travail des auditeurs.
   - b) Harmoniser les pratiques d'audit et assurer la qualité des audits.
   - c) Réduire les coûts des audits.
   - d) Garantir la rentabilité des entreprises auditées.
2. **Les normes d'audit visent à :**
   - a) Éliminer tous les risques d'audit.
   - b) Fournir un cadre de référence pour la réalisation des audits.
   - c) Garantir l'exactitude absolue des états financiers.
   - d) Remplacer le jugement professionnel de l'auditeur.

3. **Les normes relatives aux qualités personnelles de l'auditeur concernent :**
   - a) La planification et la réalisation de l'audit.
   - b) L'indépendance, l'intégrité et la compétence professionnelle.
   - c) La communication des résultats de l'audit.
   - d) La documentation des travaux d'audit.
4. **Les normes relatives à la réalisation de l'audit concernent :**
   - a) L'indépendance de l'auditeur.
   - b) La planification, la supervision et la collecte des éléments probants.
   - c) La communication des faiblesses du contrôle interne.
   - d) La certification des comptes annuels.

5. **Les ISA sont émises par :**
   - a) Les gouvernements nationaux.
   - b) L'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB).
   - c) Les entreprises d'audit elles-mêmes.
   - d) Les associations professionnelles locales.
6. **Les ISA visent à :**
   - a) Harmoniser les normes d'audit au niveau national uniquement.
   - b) Établir des normes d'audit uniformes au niveau international.
   - c) Adapter les normes d'audit aux spécificités de chaque entreprise.
   - d) Remplacer les normes nationales existantes.

7. **Le respect des normes d'audit permet de :**
   - a) Garantir l'absence de fraude dans les entreprises auditées.
   - b) Renforcer la crédibilité des états financiers et la confiance des utilisateurs.
   - c) Éliminer tous les risques liés aux audits.
   - d) Réduire les responsabilités de l'auditeur.
8. **Le non-respect des normes d'audit peut entraîner :**
   - a) Des sanctions disciplinaires et des poursuites judiciaires.
   - b) Une augmentation des honoraires de l'auditeur.
   - c) Une simplification des procédures d'audit.
   - d) Une réduction des exigences en matière de documentation.

.